

As Hilda Neatby suggests, these are "most difficult question[s] to answer". But the existence of twentieth century student and alumni records, plus the availability of the tools of quantitative history, should bring these questions to the fore, and render them easier to answer, at least for the more recent period in the history of the institution.

"Oil Thigh na Banrighin gu Brath!" is one of the lines of Queen's University's Gaelic cheer. This translates roughly as "Queen's forever". Neatby helps explain the strong sense of continuity that gives Queen's its strength and spirit. The challenge now directly before Prof. Gilbson, and indirectly before any future historian of higher education in Canada, is to explain the mystique of a university at an even deeper level. Then we may be closer to knowing why it is "Queen's forever".

Robert STAMP,
University of Calgary.

* * *

FERNAND HARVEY. — *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19^e siècle.* Montréal, Boréal Express, 1978. 350 p.

A quelques exceptions près, les commissions d'enquête ont servi dans nos systèmes parlementaires britanniques à reporter les décisions difficiles, à enterrer les questions brûlantes ou à permettre parfois aux diverses parties en conflit d'exprimer leurs divergences. La Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail, mise sur pied en 1886 par le gouvernement Macdonald, ne fait pas partie des exceptions. Par un juste retour des choses, les deux minces rapports de la Commission (publiés en 1889) et surtout les transcriptions des témoignages recueillis au Québec en 1887 ont servi d'instrument principal à Fernand Harvey pour pénétrer les mutations de la société québécoise alors en début de révolution industrielle. Cette source d'un intérêt exceptionnel permet de prendre un contact direct et concret avec les transformations profondes qui s'opèrent en milieu de travail à cette époque.

L'étude de Fernand Harvey tient à la fois de la sociologie et de l'histoire et reflète par là tant la formation de l'auteur que ses préoccupations. Elle s'articule autour de trois volets principaux: la Commission comme « instrument d'investigation sociale » (pp. 23-91), le contenu des témoignages devant elle (pp. 95-206) et le diagnostic posé par les commissaires dans leurs rapports (pp. 209-50). L'auteur situe d'abord la Commission dans son contexte socio-économique, explique ensuite le contexte politique immédiat qui en précipite la formation, retrace l'origine sociale, l'expérience politique et la provenance géographique des commissaires, décrit l'organisation et le fonctionnement de la Commission et enfin construit une répartition des témoignages au Québec selon l'origine géographique, la profession, l'âge, le sexe et l'appartenance linguistique des témoins.

Comme l'auteur va appuyer l'essentiel de son étude sur les témoignages recueillis par la Commission, il lui fallait éclairer le contexte qui les a générés avant de les utiliser en histoire sociale et ainsi évaluer la qualité de cette Commission comme outil d'investigation sociale. L'auteur en conclut que la Commission « apparaît d'abord comme un instrument du pouvoir politique » (p. 253) et « a été instituée pour renseigner le Parti conservateur fédéral sur la question ouvrière... (et) s'assurer le vote ouvrier lors des élections. La Commission sert donc de caution morale au parti au pouvoir » (p. 254). De plus, la Commission du travail doit être considérée comme un instrument d'investigation sociale au service non

seulement du parti politique au pouvoir, mais aussi de la bourgeoisie industrielle. C'est cette bourgeoisie qui d'après l'auteur « contrôle » le discours sur l'industrialisation et, partant, les coordonnées de l'enquête et des témoignages devant la Commission: « les témoignages ouvriers étaient donc à la remorque des règles du jeu définies par la bourgeoisie capitaliste » (p. 255 et aussi pp. 204-05).

Malgré de telles limites et en partie à cause d'elles, les témoignages devant la Commission permettent d'évoquer concrètement à travers le discours des ouvriers et des patrons des concepts plutôt abstraits de développement technologique, d'organisation du travail, de relations de travail et de participation des travailleurs à la société globale. L'auteur retrace ainsi, à travers les témoignages, l'impact de l'introduction des machines et du nouveau processus de production qui en découle, sur la structure des métiers traditionnels et sur l'apprentissage qui s'y relie, sur l'organisation de la production (contrôle du personnel et structures de gestion), sur les conditions de travail (heures et salaires en particulier) et enfin sur le développement graduel de relations nouvelles patrons-ouvriers à partir de cinq conflits ouvriers représentatifs. Par la suite, l'auteur sort le travailleur de son milieu de travail en mutation pour la réintroduire dans la société globale sous quatre dimensions: l'éducation, la famille, la tempérance et les « migrations prolétariennes ».

L'auteur quitte ensuite son analyse des témoignages et évalue la qualité des diagnostics posés par les deux rapports, l'un majoritaire, dit « prosyndical », et l'autre minoritaire, dit « philanthropique ». Les rapports contiennent une liste de recommandations sur la plupart des questions particulières débattues devant la Commission sans toutefois dégager une politique d'ensemble. Plusieurs des recommandations des deux rapports comportent un caractère progressiste, mais elles eurent peu de suites, faut-il s'en surprendre, de sorte que leur impact est resté limité.

Cette étude de Fernand Harvey a le mérite d'explorer, à partir d'une source d'une qualité exceptionnelle, l'impact de la révolution industrielle sur les travailleurs à la fois dans leur milieu de travail et dans leurs relations avec le capital. Cette source a cependant des limites et l'auteur le reconnaît à plusieurs reprises (en particulier, pp. 203-04 et 212), surtout en ce qui a trait aux témoignages ouvriers, en raison des phénomènes d'auto-censure, de réticences à témoigner, des contraintes qu'imposent les questions, etc. Elle reste cependant un des rares instruments qui puisse permettre une exploration substantielle de ces questions. D'autres sources vont éventuellement en fournir la contrepartie nécessaire, du moins il faut l'espérer. Une étude similaire sur les témoignages des autres régions du Canada enrichirait déjà notre capacité de préciser l'action de la Commission et la validité de ses documents autant que de comparer les différentes manifestations de l'industrialisation au Canada.

Même si l'auteur nous en apprend beaucoup sur les travailleurs et leurs conditions de travail et de vie, leurs perceptions et réactions aux changements de la structure de production, leurs luttes et leur organisation, la nature et le contenu même de sa source l'empêchaient d'approfondir le processus même de révolution industrielle autrement que par son impact sur les travailleurs. Il y a beaucoup à dire sur la révolution industrielle et en particulier sur ce qui explique l'innovation et les transferts technologiques, l'auteur en convient (pp. 13-14, 19-20 et 95-98), mais il n'avait pas les instruments pour le faire. D'autres recherches pourront tenter d'explorer dans le détail le rôle du capital comme « démarreur » du processus d'industrialisation et d'introduction de la technologie. Il faudra ajouter de nouvelles études d'entrepreneurs et d'entreprises, mais aussi de la circulation du capital et du crédit au milieu du 19^e siècle pour comprendre les mécanismes qui ont, par le biais de l'introduction des machines, eu un tel impact sur la vie des classes laborieuses, la création de nouveaux rapports de production et ultimement de rapports sociaux en mutation.

Marc VALLIÈRES,
Université Laval.